



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21340
31 mai 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

**RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'OPERATION DES
NATIONS UNIES A CHYPRE**

(Pour la période du 1er décembre 1989 au 31 mai 1990)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1	2
I. MANDAT ET EFFECTIF DE LA FORCE	2 - 6	2
II. RELATIONS AVEC LES PARTIES	7	4
III. FONCTIONS DE LA FORCE	8 - 27	4
A. Maintien du cessez-le-feu et du statu quo	8 - 17	4
B. Normalisation de la situation et fonctions humanitaires	18 - 27	6
IV. COMITE DES PERSONNES DISPARUES	28	7
V. ASPECTS FINANCIERS	29 - 32	7
VI. BONS OFFICES DU SECRETAIRE GENERAL	33	9
VII. OBSERVATIONS	34 - 38	9
ANNEXE : Communiqué de presse publié le 11 avril 1990 par le Comité des personnes disparues à Chypre		10
CARTE - DEPLOIEMENT DE LA FORCE AU MOIS DE MAI 1990		13

INTRODUCTION

1. Le présent rapport sur l'opération des Nations Unies à Chypre rend compte de la situation entre le 1er décembre 1989 et le 31 mai 1990, et constitue une mise à jour des renseignements donnés sur l'action menée par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et la mission de bons offices du Secrétaire général, conformément au mandat que le Conseil de sécurité a défini dans sa résolution 186 (1964) du 4 mars 1964 et à ses résolutions ultérieures relatives à Chypre. Dans sa résolution 646 (1989) du 14 décembre 1989, le Conseil de sécurité a demandé à toutes les parties intéressées de continuer à coopérer avec la Force sur la base de son mandat actuel. Il a également prié le Secrétaire général de poursuivre sa mission de bons offices, de le tenir informé des progrès réalisés et de lui présenter un rapport sur l'application de la résolution le 31 mai 1990 au plus tard.

I. MANDAT ET EFFECTIF DE LA FORCE

2. La fonction de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre a été initialement définie comme suit par le Conseil de sécurité, dans sa résolution 186 (1964) :

"Dans l'intérêt de la préservation de la paix et de la sécurité internationales, ... faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendra, ... contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public, ainsi qu'au retour à une situation normale."

Ce mandat, qui a été conçu dans le contexte de l'affrontement entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque en 1964, a été réaffirmé à maintes reprises par le Conseil, dernièrement dans sa résolution 646 (1989). A l'occasion des événements qui se sont produits depuis le 15 juillet 1974, le Conseil a adopté plusieurs résolutions, dont certaines ont porté sur le fonctionnement de la Force et, dans divers cas, ont confié à celle-ci des attributions nouvelles ou ont modifié certaines de ses fonctions, en ce qui concerne notamment le maintien du cessez-le-feu (voir S/14275, par. 7, note).

3. Le tableau ci-après indique l'effectif de la Force au 31 mai 1990 :

/...

Forces militaires

Autriche	QG de la Force	7	
	Bataillon d'infanterie, UNAB	393	
	Compagnie de la police militaire	10	410
Canada	QG de la Force	8	
	QG du contingent canadien	17	
	Princess Patricia's Canadian Light Infantry	526	
	Escadron des transmissions	12	
	Compagnie de la police militaire	12	575
Danemark	QG de la Force	6	
	Bataillon d'infanterie, DANCON 52	323	
	Compagnie de la police militaire	13	342
Finlande	QG de la Force	4	
	Compagnie de la police militaire	3	7
Irlande	QG de la Force	6	
	Compagnie de la police militaire	2	8
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	QG de la Force	23	
	QG du contingent britannique	6	
	Escadron blindé de reconnaissance, escadron C, du 9e bataillon du 12e régiment des Lancers	109	
	2e régiment d'artillerie de campagne de la Royal Artillery	320	
	Régiment d'appui (détachement du génie, escadron des transmissions, escadrille d'aviation légère de l'armée de terre, escadron des transports, centre médical, détachement du matériel, ateliers)	275	
	Compagnie de la police militaire	9	742
Suède	QG de la Force	5	
	Compagnie de la police militaire	3	8
Total			2 092

Police civile

Australie	21	
Suède	18	39
Effectif total de la Force		2 131

/...

4. A ma demande, la Suède a augmenté de trois membres l'effectif de sa police civile.

5. Deux membres de la Force sont morts à la suite d'accidents de la circulation. Le nombre des décès survenus depuis la création de la Force en 1964 s'établit à 149.

6. M. Oscar Camilión est resté mon représentant spécial à Chypre. La Force est demeurée sous le commandement du général Clive Milner.

II. RELATIONS AVEC LES PARTIES

7. La Force a continué de maintenir une bonne liaison et une pleine coopération avec les deux parties afin de s'acquitter efficacement de sa tâche. Les membres de la Force ont pu circuler librement dans le sud de l'île, sauf dans les zones où se trouvent des installations militaires dont l'accès est réglementé. Pour ce qui est du nord les directives définies en 1983 (voir S/15812, par. 14) ont continué à être appliquées. Comme indiqué dans mon précédent rapport (S/21010, par. 6), ces directives ont été revues. Malgré les efforts considérables qu'elle a déployés, la Force n'a toujours pas pu améliorer sa liberté de mouvement dans la partie nord de l'île. Les véhicules ont parfois été retardés en traversant la zone tampon des Nations Unies et les forces des deux parties ont, à diverses reprises, interpellé des patrouilles de la Force qui circulaient dans des secteurs peu fréquentés de la zone tampon. Des protestations ont été adressées aux autorités concernées au sujet de ces incidents.

III. FONCTIONS DE LA FORCE

A. Maintien du cessez-le-feu et du statu quo

8. Les lignes du cessez-le-feu s'étendent sur quelque 180 kilomètres depuis l'enclave de Kokkina et Kato Pyrgos, sur la côte nord-ouest, jusqu'à la côte est au sud de Famagouste, dans la région de Dherinia. La zone comprise entre ces lignes, dénommée zone tampon des Nations Unies, occupe 3 % environ de la superficie de l'île, dont une partie des meilleures terres cultivables; sa largeur varie de 20 mètres à 7 kilomètres.

9. La Force a constamment surveillé la zone tampon grâce à un réseau de 149 postes d'observation, dont 52 occupés en permanence, ainsi que grâce à des patrouilles régulières et des patrouilles spéciales, notamment dans les secteurs névralgiques. Des jumelles à fort grossissement et du matériel d'observation nocturne ont été utilisés pour surveiller en permanence les lignes du cessez-le-feu.

10. Progressivement, les chemins de patrouille de la Force ont été transformés en un réseau couvrant toute la longueur de la zone tampon. Ce réseau est indispensable pour que la Force puisse surveiller les lignes du cessez-le-feu, superviser des activités agricoles dans la zone, réapprovisionner les postes d'observation et réagir promptement en cas d'incident. Il a été maintenu en état par des unités du génie de l'armée britannique mises à la disposition de la Force.

11. Au cours de la période considérée, la Force a entrepris un travail de déminage qui portera sur diverses portions de la zone tampon où les membres de la Force aussi bien que les civils sont en danger. Pour commencer, une opération de reconnaissance détaillée sera effectuée par les spécialistes que le Gouvernement canadien a accepté de fournir. Un incident a fait ressortir nettement la nécessité de cette tâche : le 3 avril 1990, une mine antichar a explosé au passage d'un "Ferret Scout" patrouillant dans la zone tampon, sur une route rarement utilisée. Fort heureusement, les deux occupants du véhicule n'ont été que légèrement blessés.

12. Pendant la période considérée, le nombre de violations du cessez-le-feu est demeuré très faible. Malgré des aggravations occasionnelles de la tension, l'accord de 1989 concernant l'évacuation de certaines positions à Nicosie a généralement continué d'être appliqué. La Force a continué à chercher à étendre cet accord à d'autres positions à Nicosie.

13. Il y a eu 12 survols de la zone tampon par des avions des forces turques et deux par des avions de la garde nationale. Il y a eu en outre deux survols par des avions civils venant du nord et six par des avions civils venant du sud. Cinq autres survols étaient le fait d'avions civils ou militaires d'autres pays.

14. A la fin de février 1990, la tension dans l'île a monté après l'arrestation, par la police chypriote turque, d'un jeune Chypriote grec qui avait réussi à traverser les lignes du cessez-le-feu sans être vu. Cette arrestation a été suivie d'une série de manifestations, auxquelles ont participé surtout des étudiants, du côté chypriote grec au point de passage de Ledra et à proximité de la porte Paphos à Nicosie. Par la suite, quatre autres Chypriotes grecs ont traversé les lignes du cessez-le-feu et ont été arrêtés par les autorités chypriotes turques. Jusqu'à la fin de mars, des manifestants ont périodiquement bloqué la circulation au point de passage de Ledra. Les manifestants ne se sont jamais attaqués à la Force et la liberté de mouvement de celle-ci n'a pas été entravée par la fermeture du point de passage. Les cinq hommes arrêtés ont été condamnés par les autorités chypriotes turques à des peines d'emprisonnement de 15 jours, 20 jours, trois mois, quatre mois et six mois respectivement. La Force a eu accès aux détenus et a fait le nécessaire pour qu'ils puissent communiquer avec des membres de leur famille et recevoir des visites d'eux. Au 31 mai 1990, deux des cinq personnes arrêtées étaient encore détenues.

15. Le 29 avril 1990, deux Chypriotes grecs en motocyclette ont traversé les lignes du cessez-le-feu à Nicosie, apparemment par accident, et ils ont été arrêtés du côté chypriote turc. Ils ont été relâchés deux jours plus tard; la Force a facilité leur retour.

16. Un incident grave auquel la Force était directement partie s'est produit dans la nuit du 23 mai à un poste d'observation situé à Athna, derrière les positions avancées des forces turques, près de la base souveraine de Dhekelia. Cinq hommes, armés d'un pistolet et de couteaux, ont maîtrisé les deux soldats de l'ONU occupant le poste, les ont ligotés et ont pris deux fusils, des munitions, des radios, des téléphones et du fourniment. Les deux soldats ont été légèrement blessés. Les autorités compétentes coopèrent avec la Force pour enquêter sur cet incident. Les postes d'observation de l'ONU dans la région ont été renforcés.

17. Chacune des parties a exprimé de nouveau son inquiétude au sujet de l'effectif et du développement des forces militaires de l'autre. La Force est restée préoccupée par le niveau des forces à Chypre et a continué, dans la mesure de ses moyens, à surveiller ouvertement ces forces.

B. Normalisation de la situation et fonctions humanitaires

18. Dans le cadre des efforts qu'elle fait pour rétablir une situation normale, la Force a continué de faciliter l'activité économique et les autres activités civiles dans les zones situées entre les lignes du cessez-le-feu et les zones adjacentes. En particulier, elle a facilité l'agriculture dans la zone tampon.

19. La Force a fourni ses bons offices, selon les besoins, pour faciliter l'approvisionnement en électricité et en eau d'une partie de l'île par l'autre partie. Les deux parties ont coopéré pour résoudre les problèmes à mesure qu'ils surgissaient. Les projets mentionnés dans le rapport précédent (S/21010, par. 19), touchant respectivement le désengorgement du barrage à Marathasa et la réparation de la canalisation Lefka-Kafizes, ont été achevés. La Force a également aidé à organiser le remplacement de vieilles conduites d'eau dans la zone tampon.

20. La Force a facilité des contacts normaux entre Chypriotes grecs et turcs en mettant à leur disposition les installations de l'ancien hôtel Ledra Palace, situé dans la zone tampon à Nicosie. Divers groupes et organisations chypriotes grecs et chypriotes turcs, y compris les dirigeants de partis politiques des deux communautés, ont utilisé ces installations pour se rencontrer. Par ailleurs, des réunions et des séminaires y ont été organisés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

21. La police civile de la Force a continué à travailler en coopération et en liaison étroites avec la police chypriote et la police chypriote turque pour régler des questions ayant des aspects intercommunautaires. Elle a contribué, conjointement avec des unités d'infanterie de la Force, au maintien de l'ordre et a fourni son concours pour des enquêtes, le contrôle des civils dans la zone tampon et les activités humanitaires de la Force.

22. L'exécution du programme de lutte contre les moustiques, organisé en 1990 par la Force, a commencé le 12 mars 1990 avec la collaboration pleine et entière des deux parties. Le projet devrait s'achever le 20 décembre 1990.

23. La Force s'est acquittée de tâches humanitaires à l'égard des Chypriotes grecs habitant dans la partie nord de l'île, presque tous dans la péninsule du Carpas; ceux-ci sont maintenant au nombre de 593. La Force leur a distribué 403 tonnes de vivres et autres fournitures envoyées par le Gouvernement chypriote et la Croix-Rouge chypriote. Elle leur a également remis leurs prestations sociales et leurs pensions. Des membres de la Force ont continué à s'entretenir, en privé, avec des Chypriotes grecs demandant à s'établir de façon définitive dans le sud de l'île, pour s'assurer qu'ils partent de leur plein gré. Cinq transferts de ce genre ont eu lieu durant la période considérée. La Force a facilité également 608 visites de Chypriotes grecs se rendant dans le sud de l'île. L'école primaire

chypriote grecque de Rizokarpaso compte maintenant 26 élèves et celle d'Ayia Trias en compte 10. La Force a de nouveau prêté son concours pour permettre à des enfants qui vont à l'école dans le sud de rendre visite à leur famille dans la péninsule du Carpas pendant les vacances.

24. Des membres de la Force ont rendu périodiquement visite aux Chypriotes turcs vivant dans le sud de l'île. Ils les ont aidés à rester en contact avec leurs parents vivant dans le nord et ont organisé 22 réunions intéressant 101 personnes. La Force a également remis leurs pensions aux Chypriotes turcs précédemment employés par le Gouvernement chypriote et installés dans le nord.

25. Actuellement, 269 Maronites vivent dans le nord de l'île. La Force leur a livré 238 tonnes de vivres et d'autres fournitures envoyées par le Gouvernement chypriote et a aidé à organiser des contacts fréquents entre Maronites résidant de part et d'autre des lignes du cessez-le-feu.

26. La Force a continué à fournir aux membres des deux communautés des services médicaux d'urgence, dont des services d'évacuation médicale. Elle a escorté des Chypriotes turcs vers des hôpitaux du sud de l'île et a régulièrement livré des médicaments à la communauté chypriote turque. Elle a également livré du courrier et des messages de la Croix-Rouge de part et d'autre des lignes du cessez-le-feu.

27. La Force a coopéré avec le HCR qui coordonne l'assistance humanitaire des Nations Unies aux personnes déplacées nécessiteuses de Chypre, et avec le PNUD, en particulier pour faciliter l'exécution de projets intéressant les deux communautés. Le HCR a appuyé des projets concernant le réseau d'assainissement, les soins médicaux et la réadaptation des handicapés. Le PNUD a poursuivi ses activités dans le cadre du Plan directeur de Nicosie et a poursuivi l'exécution de projets avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour la lutte contre les maladies des animaux nouveau-nés, avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour le développement de l'artisanat et avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la prévention du syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) et la lutte contre cette maladie.

IV. COMITE DES PERSONNES DISPARUES

28. Au cours de la période considérée, le Comité des personnes disparues à Chypre a tenu quatre sessions, soit 25 réunions - 16 auxquelles ont participé les trois membres et leurs assistants et 9 auxquelles n'assistaient que les trois membres. Le Comité a examiné les rapports présentés par les deux parties et des enquêtes ont été menées sur place avec la participation du troisième membre et/ou de ses assistants. Le 11 avril 1990, le Comité a fait paraître un communiqué dans lequel il exposait brièvement ses activités et les difficultés qu'il rencontrait dans ses travaux. Ce communiqué est reproduit en annexe au présent rapport.

V. ASPECTS FINANCIERS

29. Si le Conseil de sécurité décide de proroger de six mois, à compter du 15 juin 1990, le mandat de la Force, le montant des dépenses à la charge de l'Organisation des Nations Unies, à supposer que les effectifs et les tâches restent les mêmes, est estimé à 13,8 millions de dollars, se répartissant comme indiqué ci-après :

Montant estimatif des dépenses de la Force, par grande catégorie

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

I. Dépenses de fonctionnement à la charge de l'ONU

Mouvements de contingents	290
Dépenses opérationnelles	1 602
Locaux (entretien, eau, gaz et électricité, etc.)	710
Rations	683
Traitements, frais de voyage, etc., du personnel civil	2 965
Divers et imprévus	250
Total I	6 500

II. Remboursement de dépenses supplémentaires faites par les Etats qui fournissent des contingents

Soldes, indemnités et frais de transport	6 730
Matériel appartenant aux contingents	470
Indemnités en cas de décès ou d'invalidité	100
Total II	7 300
Total général (I et II)	13 800

30. Le montant prévu ne représente pas le coût total de l'opération. Il ne comprend pas, en particulier, les dépenses ordinaires qu'engageraient les Etats qui fournissent des contingents si leur contingent servait sur leur territoire (soldes et indemnités ordinaires et dépenses normales de matériel), non plus que les dépenses supplémentaires que ces Etats ont accepté de prendre à leur charge.

31. L'Organisation dépend entièrement, pour financer les dépenses qui sont à sa charge, des contributions volontaires versées par les gouvernements. A cet égard, les Etats Membres n'ont versé que 2,4 millions de dollars, alors que les dépenses prévues pour la période qui vient à expiration sont de l'ordre de 13,8 millions de dollars. Les contributions des gouvernements n'ayant jamais suffi à couvrir le coût de la Force, les demandes de remboursement des pays fournisseurs de contingents n'ont été honorées que jusqu'en décembre 1980. Faute de contributions supplémentaires, le déficit cumulé du Compte spécial de la Force devrait s'établir à 179,3 millions de dollars à la fin de la période en cours (15 juin 1990).

32. Dans une lettre commune datée du 7 mai 1990, les gouvernements des pays qui fournissent des contingents m'ont de nouveau fait part de leur grave préoccupation devant le déficit croissant du Compte spécial de la Force (S/21294, annexe). J'ai aussi pris note de la lettre du 14 mai 1990 qu'ils ont adressée collectivement au Président du Conseil de sécurité et dans laquelle ils estimaient qu'en l'absence de contributions volontaires suffisantes, il ne pouvait y avoir d'autre solution que d'assurer le financement de la Force au moyen de contributions statutaires de tous les Etats Membres (S/21301, annexe). Il convient peut-être de rappeler que j'avais moi-même fait une suggestion analogue il y a quelque temps (S/18491, par. 65).

VI. BONS OFFICES DU SECRETAIRE GENERAL

33. J'ai informé le Conseil de sécurité des éléments nouveaux concernant ma mission de bons offices, notamment dans mon rapport du 8 mars 1990 (S/21183). Le 12 mars 1990, le Conseil a adopté sa résolution 649 (1990), dans laquelle, entre autres dispositions, il m'a prié de l'informer dans le présent rapport des progrès accomplis en ce qui concerne la reprise des pourparlers intensifs et l'élaboration concertée des grandes lignes d'un accord global conformément à ladite résolution. Depuis lors, j'ai poursuivi mon action et, au mois de mai - M. Camilión ayant dû s'absenter de Chypre pour des raisons personnelles impérieuses -, M. Gustave Feissel, Directeur dans mes services, s'est rendu à Chypre pour plusieurs semaines afin d'engager en mon nom des consultations avec les deux parties à propos de l'application de la résolution 649 (1990). Ces contacts se poursuivent encore. Dès qu'ils prendront fin, je présenterai au Conseil un nouveau rapport, assorti d'observations.

VII. OBSERVATIONS

34. Au cours des six derniers mois, la Force a continué de s'acquitter des importantes fonctions qui lui sont assignées, à savoir superviser le cessez-le-feu, maintenir le calme et faciliter les activités civiles pacifiques dans la zone située entre les lignes du cessez-le-feu. Elle a bénéficié pour ce faire de la coopération des deux parties.

35. Dans la situation actuelle, j'estime que la présence de la Force à Chypre demeure indispensable à la réalisation des objectifs fixés par le Conseil de sécurité. Je recommande donc au Conseil de proroger le mandat de la Force pour une nouvelle période de six mois. Conformément à la pratique établie, j'ai engagé des consultations avec les parties concernées et j'informerai le Conseil de leurs résultats dès qu'elles se seront achevées.

36. Cela étant, je tiens à souligner que la Force connaît une crise financière chronique qui ne cesse de s'aggraver et qui impose une charge excessivement lourde aux pays qui fournissent des contingents. Je partage pleinement les préoccupations des gouvernements de ces pays à cet égard. Un bon moyen d'alléger le fardeau imposé à ces pays serait que la part des coûts incombant à l'ONU soit financée au moyen de contributions statutaires. J'espère que le Conseil de sécurité en viendra à accepter cette solution.

37. Je saisis cette occasion pour exprimer ma profonde gratitude aux gouvernements des pays qui fournissent à la Force des contingents militaires et des unités de police civile pour le soutien indéfectible qu'ils apportent à cette importante opération de maintien de la paix des Nations Unies. Je tiens aussi à remercier les gouvernements qui contribuent au financement de la Force.

38. Avant de conclure, je tiens à rendre hommage à mon représentant spécial, M. Oscar Camilión, au commandant de la Force, le général Clive Milner, et au personnel militaire et civil de la Force, qui ont continué de s'acquitter avec efficacité et dévouement de la mission importante et délicate que leur a confiée le Conseil de sécurité.

ANNEXE

Communiqué de presse publié le 11 avril 1990 par le
Comité des personnes disparues à Chypre

1. Dans son communiqué du 25 octobre 1989, le Comité des personnes disparues à Chypre a évoqué certaines des difficultés auxquelles il se heurtait. Il a été porté à son attention que le public n'était toujours guère informé de la nature de ses activités et des difficultés auxquelles il se heurtait. Lié par les règles de la discrétion et de la confidentialité, peut-être le Comité n'a-t-il pas été suffisamment explicite dans ses communiqués publics. Il pense qu'au stade actuel, il lui est possible de donner plus d'informations sur la nature de ses travaux et de ses difficultés.
2. Le Comité des personnes disparues à Chypre a été créé en 1981 sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, avec l'assentiment des deux parties, en vue d'enquêter sur les cas de disparition, qu'il s'agisse de Chypriotes grecs ou de Chypriotes turcs. Il est composé de trois membres : un représentant de chaque partie et un troisième membre nommé par le Secrétaire général.
3. Le Comité souligne ici qu'il est un organe humanitaire; il n'est investi d'aucun pouvoir de police ou de pouvoir judiciaire. De tels pouvoirs, en effet, seraient en contradiction totale avec son objet essentiellement humanitaire, qui est d'obtenir des informations, et non de désigner les responsables des disparitions.
4. Comme le Comité l'a déjà dit, son activité repose entièrement sur deux éléments :
 - a) Les archives et documents que lui présente chaque partie sur ses personnes disparues;
 - b) Les déclarations de témoins, tant chypriotes grecs que chypriotes turcs, questionnés par les équipes d'enquête.
5. Dans la pratique, les équipes d'enquête sont organisées, selon le cas, par la partie chypriote grecque ou la partie chypriote turque, et sous l'entière responsabilité de celle-ci. Le troisième membre et/ou son assistant (ses assistants) participent aux entrevues, posent les questions qu'ils souhaitent poser, et se rendent le cas échéant sur place pour les besoins de l'enquête. Le troisième membre et ses assistants n'ont jamais eu de difficultés en ce qui concerne les entrevues ou les visites sur le terrain lorsqu'ils accompagnaient les équipes d'enquête des deux parties. Ces équipes sont chargées de trouver les témoins, d'organiser des entrevues avec eux et de traduire leurs déclarations.
6. La difficulté très réelle, essentielle, à laquelle se heurte le Comité est que souvent, les témoins se montrent hésitants ne pouvant ou ne voulant pas donner tous les renseignements en leur possession sur une disparition. Or, la coopération des témoins est absolument fondamentale pour le Comité. Celui-ci, il faut le

/...

souligner, ne peut pas obliger un témoin à parler. C'est pourquoi, lorsque des témoins répugnent à donner un témoignage complet et précis, le Comité se trouve devant un problème grave parce qu'il ne peut alors disposer de toutes les informations dont il a besoin. Les membres du Comité peuvent avoir des vues différentes sur la qualité des informations nécessaires pour tirer des conclusions, mais ils sont d'accord pour considérer qu'il convient d'essayer d'obtenir les informations les plus complètes possibles.

7. L'une des raisons des hésitations des témoins, aussi regrettables soient-elles, peut se comprendre dans le cas particulier où le témoin craint de s'incriminer lui-même ou de compromettre d'autres personnes.

8. Le Comité et ses équipes d'enquête disent et redisent à tous les témoins que les informations qu'ils leur communiquent resteront strictement confidentielles et qu'eux-mêmes ne seront soumis à aucune forme de poursuites policières ou judiciaires. Cette politique a été arrêtée pour rassurer les témoins dans la mesure du possible, mais elle n'a malheureusement pas jusqu'à présent donné les résultats attendus.

9. A cet égard, le Comité demande solennellement aux deux parties de redoubler d'efforts pour aider le Comité à s'acquitter de son mandat humanitaire dans les meilleures conditions. Il serait particulièrement utile d'encourager d'une manière générale tous les témoins entendus par le Comité, dans le cadre de ses procédures, à communiquer le plus complètement possible les informations dont ils ont connaissance.

10. Afin d'apaiser encore les craintes des témoins, le Comité, cherchant à donner à ceux-ci les garanties les plus solides, examine les mesures qui pourraient être prises pour les soustraire à toutes poursuites judiciaires et/ou policières, uniquement en ce qui concerne la question des personnes disparues et toute déclaration, écrite ou orale, faite devant le Comité dans l'exercice d'activités entrant dans le cadre de son mandat.

11. Un autre élément complique les travaux du Comité : le simple passage du temps (s'agissant de personnes disparues il y a 15 ou même 25 ans). Certains témoins sont maintenant trop âgés pour se rappeler précisément les événements qui ont accompagné des disparitions; d'autres ont depuis lors quitté le pays, ou sont morts.

Il convient de rappeler à cet égard que le Comité a pour mandat d'enquêter sur les personnes - Chypriotes grecs ou Chypriotes turcs - portées disparues dans les luttes intercommunautaires ainsi qu'au cours des événements survenus en 1974 et depuis.

Il faut ajouter aussi que les disparitions de 1963-1964 et de 1974 se sont produites dans des périodes de troubles.

12. Le Comité s'estime tenu de réaffirmer ici que, pour remplir son mandat et prendre des décisions sur le sort de personnes disparues, il doit agir par consensus, c'est-à-dire sur la base d'un accord unanime de ses trois membres.

13. Le Comité est pleinement conscient de l'angoisse et de l'anxiété des familles tant chypriotes turques que chypriotes grecques. Il serait évidemment très souhaitable de trouver le moyen de les délivrer de l'incertitude, et c'est une question qui tient vivement à coeur au Comité.

14. Le Comité a le devoir de tout faire pour tenter d'établir des listes de personnes disparues des deux communautés en précisant, le cas échéant, si elles sont vivantes ou décédées et, dans ce dernier cas, la date approximative de leur mort.

Le Comité ne cherchera pas à désigner les responsables de la mort d'une personne disparue ni à tirer des conclusions quant à la cause de ces décès.

La preuve la plus convaincante du décès d'une personne disparue serait évidemment la découverte de restes identifiables, et le désir des familles de se faire remettre la dépouille mortelle d'une personne disparue est légitime et répond à des exigences humanitaires, notamment religieuses. Pour cette raison, les équipes d'enquête ont aussi enquêté systématiquement dans les deux communautés sur les endroits où sont inhumées des personnes disparues, tant chypriotes grecques que chypriotes turques. Toutefois, les efforts du Comité à cet égard ont été vains de part et d'autre. Le Comité n'est pas habilité à procéder à des exhumations, si ce n'est qu'il peut, s'il le décide, saisir de la question le Comité international de la Croix-Rouge qui agit alors selon sa procédure habituelle.

15. Le Comité est libre d'évaluer tous les éléments de preuve disponibles et ne se limite pas à l'examen d'un type particulier de preuve. Cependant, il est également clair que, pour aboutir à des conclusions sur le sort de personnes disparues à partir des éléments de preuve présentés, les membres du Comité doivent apprécier de la même façon la valeur de ces derniers. Le Comité n'a pu encore atteindre ce stade; il poursuit ses efforts pour trouver un dénominateur commun indispensable.

16. Le Comité examine actuellement la possibilité de demander aux deux parties de lui fournir des informations de base sur toutes les personnes disparues. Le Comité aurait ainsi une vue d'ensemble du problème et il espère aussi obtenir de cette façon des informations pertinentes et des éléments de preuve supplémentaires qui l'aideraient à faire aboutir les affaires qu'il n'a pu régler jusqu'à présent.

17. Ainsi, c'est dans le contexte de ces diverses difficultés objectives que le Comité doit accomplir sa tâche humanitaire. Il ne ménagera aucun effort pour mener avec vigueur toutes les enquêtes indispensables en vue d'obtenir des informations aussi complètes que possible, sur la base desquelles il pourra déterminer le sort des personnes disparues, tant chypriotes grecques que chypriotes turques, et communiquer dès que possible les résultats de ces enquêtes aux deux parties et aux familles intéressées.

[illegible]

1. What is the purpose of the study?
 2. What are the research objectives?
 3. What is the research design?
 4. What are the variables?
 5. What is the sample size?
 6. What are the data sources?
 7. What are the data collection methods?
 8. What are the data analysis methods?
 9. What are the results?
 10. What are the conclusions?
 11. What are the limitations?
 12. What are the recommendations?

UN HQ UNFICYP
UN HQ UNCIVPOL
UN HQ BRITCON
UN HQ CANCON

HQ SECTOR 2
(BRITCON)

STICTOR DANCONI

HQ SECTOR 4 (AUSCON)
HQ CON

1

HO SECTOR 3 (LANCON)

100-442100-1000

محفوظ وصف الطلاء الذي

تلفزيون البركة

CEASE FIRE LINES OF
TURKISH FORCES

Lignes du cessez le feu
des forces turques

$$m = 1000, \quad n = 1000, \quad \rho = 0.1, \quad \beta = 0.5, \quad \gamma = 0.5$$

Lineas de cesacion del fuego de las fuerzas turcas

مطلوب وصف اطلاق النار

الطوبى للصوم

**Cease Fire Lines of
Cyprus National Guard**

neq ai jassai qp saub.

PLUCKY KATHLEEN: none of us shy
and a headstrong girl who

Lineas de Lesacion del fuego
de la Guardia Nacional de Chipre

انتشار فتوة الأمم المتحدة لصيانة السلم في مصر في المار/طوبو ١٩٩٠

UNFICYP DEPLOYMENT AS OF MAY 1990

DEBUTEMENT DE L'INFCYB AU MOIS DE MAI 1990

DIEMENI DE LOUINIGIT RO NICIO DE HIA
B:10202011123 BCCOOLK 114 MAY 19200

DESPLIEGUE DE LA UNFICYP EN MAYO DE 1998

عدد مطاب - هذه الأسماء المختصة

我部今由江口起程赴

UNFICYP operational boundaries

Limites des zones d'opérations de la Force

ВСООН

Límites de las Zonas de Operaciones de la Fuerza